

Les 12 et 13 mars, une large délégation belge menée par le Roi Philippe étudiera la formation en alternance pratiquée à Berlin et Düsseldorf.



Le 14 octobre dernier, le Roi a visité le projet pilote d'« enseignement associé » d'Audi Brussels, à Forest. © Belga

Le projet pilote d'Audi

En Belgique, l'enseignement associé (qui réunit une école et une entreprise) n'en est qu'à ses prémises. Audi Brussels fait office de précurseur. Depuis 2012, l'entreprise automobile s'est associée à deux écoles secondaires, l'Institut Don Bosco de Woluwe (francophone) et le KTA de Hal (flamande), pour lancer un projet pilote.

Concrètement, des élèves de 5e et 6e secondaires techniques, suivant la formation d'électricien automatique, passent chaque année trois semaines en formation (au centre de formation en robotique d'Audi) et trois autres semaines en stage (dans le hall de production, construction carrosserie), en vue de devenir technicien d'installation et technicien en robotique. *« Après la 6e, soit l'élève commence à travailler chez nous, soit il prolonge d'une 7e année : il passe alors 4 jours chez Audi et 1 jour à l'école pour devenir technicien en maintenance, explique Wannes Schoeters, responsable du programme enseignement associé. Ils peuvent aussi poursuivre leurs études par un bachelier master organisé sur mesure. »* Et le moins que l'on puisse dire, est qu'Audi est satisfait de l'expérience. *« Le bilan est très positif, se réjouit Wannes Schoeters. En septembre 2012, nous avons débuté avec 12 élèves et 11 ont réussi la formation : 4 ont commencé à travailler chez nous ; 5 font une 7e année ; et un dixième suit un programme de bachelier master en informatique et reste en lien avec Audi. Le 11e suit des cours du soir en complément. 10 sur 12 ont ou sont susceptibles d'avoir un travail chez Audi. »*

Et l'expérience se poursuit : à la rentrée 2013, 15 élèves étaient inscrits dans ce programme et 12 en 2014. *« A l'école néerlandophone, ajoute Wannes Schoeters, il y a quatre fois plus d'élèves qu'avant dans la section concernée, car ils savent qu'ils iront chez Audi. Et à l'école francophone, il a fallu doubler la classe. Mais on a dû limiter le nombre de places, 15 par école, car on ne dispose que d'un*

Les 12 et 13 mars, une large délégation belge menée par le Roi Philippe étudiera la formation en alternance pratiquée à Berlin et Düsseldorf.

certain nombre de robots. » Le projet ferait même des émules : « Beaucoup d'entreprises se renseignent car elles veulent faire quelque chose de semblable. Nous sommes en contact avec le cabinet de l'Enseignement pour mettre en place un système standardisé, mais flexible. » Un projet qui représente toutefois un certain investissement : Audi Brussels a dû prévoir des locaux pour le centre de formation, des robots, du matériel, des livres... Et pour l'heure nous assure-t-elle, elle ne dispose d'aucun financement extérieur.

L'idée est originale et même inédite : mi-mars, une délégation de ministres (7 potentiellement) et partenaires sociaux, présidée par le roi Philippe, se rendra en Allemagne pour étudier son modèle d'« éducation duale », ou enseignement en alternance, mêlant donc formation en entreprise et apprentissage en école secondaire. Les dates ne sont pas encore officielles, mais l'invitation aux ministres concerne les 12 et 13 mars : une journée à Berlin (pour les rendez-vous politiques), une autre à Düsseldorf (pour les visites de terrain).

La proposition est venue du Roi, que l'on sait concerné par le dossier de la formation et de l'emploi des jeunes, son dada (1) : pourquoi ne pas aller étudier ensemble le système allemand d'enseignement en alternance et ses résultats concrets ? Chez nos voisins, la relation entre monde du travail et monde scolaire est en effet bien plus étroite, les jeunes du secondaire pouvant effectuer une partie de leur formation technique en entreprise (lire ci-contre) ce qui faciliterait l'embauche.

Le Palais a proposé une « visite d'étude » de deux jours au ministre fédéral de l'Emploi (Kris Peeters), aux trois ministres de l'Education (Hilde Crevits, Joëlle Milquet, Harald Mollers) et aux trois ministres régionaux de l'Emploi (Didier Gosuin, Eliane Tillieux et Philippe Muyters), ainsi qu'aux partenaires sociaux. Il s'agit bien d'une « proposition » royale, puisque l'emploi et l'enseignement relèvent du politique. Il faut ménager les susceptibilités... « *Le Roi est dans la continuité de son action et dans son rôle, juge son Directeur Communication Pierre-Emmanuel De Bauw. Son but est de mettre des gens ensemble, de créer des ponts et d'aller voir comment cela se passe ailleurs, dans une problématique comme l'emploi des jeunes qui touche les trois Régions. »*

Le programme de la visite doit encore être affiné, mais l'accueil ministériel est positif : Kris Peeters soutient l'idée et devrait être du voyage ; Joëlle Milquet, Eliane Tillieux, Hilde Crevits et Didier Gosuin nous confirment leur participation. Le ministre bruxellois de l'Emploi est d'ailleurs un défenseur de la formation en alternance (qui sera à l'ordre du jour d'un gouvernement conjoint avec la Communauté française le 26 février) : « *Il faut faire évoluer les mentalités, aussi du côté des entreprises. Cela fait dix ans que je vante le système allemand, mais il y a des réticences. Aujourd'hui, il y a une prise de conscience politique. »*

Le ministre germanophone Harald Mollers, ne sait pas encore s'il fera le déplacement. Comme le ministre flamand N-VA Philippe Muyters : pas par manque d'intérêt pour le sujet, mais parce qu'il a déjà prévu une visite sur le thème de l'enseignement en alternance avec sa collègue Crevits à Eupen.

La formation en alternance est désormais à la mode. Toutes les entités fédérées ont inscrit dans leurs priorités la mise à l'emploi des jeunes et un lien plus fort entre école et entreprise. Même si, du côté francophone, la formation en alternance n'existe encore que de manière sporadique dans le parcours scolaire classique (elle existe par contre en dehors de l'école, via l'IFAPME ou le CEFA par exemple). Mais le cabinet de l'Enseignement « *y travaille beaucoup* », nous assure-t-il, et devrait sortir des

Les 12 et 13 mars, une large délégation belge menée par le Roi Philippe étudiera la formation en alternance pratiquée à Berlin et Düsseldorf.

propositions prochainement. Du côté wallon, le Plan Marshall 2022 veut « *intensifier les liens entre l'économie et l'enseignement* » et l'accord de gouvernement prévoit de « *sceller un pacte pour l'emploi et la formation* ». Notamment pour assurer des stages aux étudiants en alternance. Fin février, sera par ailleurs lancé l'Offa (Office francophone de formation en alternance), qui instaurera un statut unique.

Du côté flamand, 7 ou 8 formules différentes de formation mixte en entreprise et école secondaire existent et le gouvernement a décidé de mettre de l'ordre : les ministres Crevits et Muyters ont rédigé une « note conceptuelle » visant à uniformiser tout cela pour aboutir à un seul système, qui serait d'application dès la rentrée prochaine. Depuis quelques jours, les commissions réunies de l'Enseignement et de l'Emploi du parlement flamand ont parallèlement entamé cinq semaines d'audition d'acteurs de l'enseignement dual, en vue d'enrichir la note du gouvernement. Objectif global : « *Un système intégré d'apprentissage et de travail en alternance qui sera considéré comme équivalent à toutes les autres formes d'enseignement secondaire.* »

Mais en Belgique, c'est la Communauté germanophone qui est pionnière. Depuis 1984, elle a fortement développé la formation en alternance, en s'inspirant d'ailleurs du modèle allemand. Au point que celle-ci est devenue un instrument majeur de la formation des jeunes. La Communauté germanophone organise dix fois plus de formations en alternance par tête d'habitant que le reste du pays !

Le principe est, comme en Wallonie, celui de la formation en entreprise complétée d'une ou deux journées par semaine en centre de formation classes moyennes (IAWM, à Eupen ou Saint-Vith), mais « *il a été poussé au maximum, avec des standards de qualité très haut* », nous explique l'ex-ministre-président Karl-Heinz Lamberts. La Communauté germanophone a ainsi créé des formations en partenariat avec l'enseignement secondaire. Exemple : une formation technique pour ceux qui ont déjà un diplôme secondaire général mais veulent se diriger vers un métier plus manuel : cela représente 30 % des formations en alternance. « *C'est particulièrement efficace en termes d'insertion dans le marché de l'emploi*, défend Karl-Heinz Lamberts : *plus de 90 % de ceux qui sortent trouvent un emploi.* » Une formation conjointe entre école supérieure et centre de formation existe aussi pour certains métiers de la banque ou des assurances. « *Ce ne sont donc pas des formations considérées comme des pis-aller, mais centrées sur la qualité et plus ouvertes aux gens moins doués* », conclut Karl-Heinz Lamberts.

Un modèle performant que les sociétés exportent

Si l'Allemagne a réussi à maintenir depuis des années un taux de chômage extrêmement bas chez ses jeunes, c'est grâce à son fameux système d'apprentissage en alternance (« Duale Ausbildung »). Chez les moins de 25 ans, ils étaient 7,4 % à chercher du travail fin 2014, selon l'Office fédéral des statistiques, le plus bas niveau en Europe.

Cette formation en alternance existe depuis plus de 60 ans. Cofinancée par l'Etat et les entreprises (qui jouent un rôle essentiel), elle s'adresse aux jeunes de 16 à 17 ans. Elle dure trois années pendant lesquelles les apprentis alternent la pratique (3 à 4 jours dans l'usine) et la théorie (2 à 3 jours sur les bancs de l'école).

Plus de 500.000 contrats d'apprentissage sont signés chaque année. Les jeunes ont les mêmes droits que les autres salariés car cette formation fait l'objet d'un vrai contrat de travail régi par les conventions collectives.

Les 12 et 13 mars, une large délégation belge menée par le Roi Philippe étudiera la formation en alternance pratiquée à Berlin et Düsseldorf.

Pour les Allemands, c'est la clé d'une bonne intégration des jeunes sur le marché de l'emploi. Près des deux tiers des apprentis sont embauchés à l'issue de cette formation. Par ailleurs, cette formation a une très bonne réputation. Les plus grands patrons allemands se font un honneur d'avoir fait un apprentissage à l'usine au début de leur carrière et inscrivent cette formation dans leur CV. « *En Allemagne, faire un apprentissage n'est pas la sanction d'un échec scolaire. Ce n'est pas la voie de garage qui suscite le mépris social* », insiste l'enseignante Béatrice Durand dans un ouvrage comparatif entre la France et l'Allemagne.

Elle permet aussi d'assurer la relève dans les ateliers. « *C'est la seule façon actuellement de trouver une main-d'œuvre qualifiée* », insiste Dirk Achhammer, directeur de Menzel Elektromotoren, une PME berlinoise de 120 salariés. « *Le système d'apprentissage en alternance est une des raisons du succès de nos entreprises dans le monde* », ajoute le sociologue Wolf Lepenies.

Mais le modèle a été remis en cause car il s'adresse surtout aux élèves performants. Les Allemands réfléchissent actuellement à une deuxième voie pour les jeunes en situation d'échec scolaire. Cette formation serait allégée dans sa partie théorique. Un projet pilote vient d'être lancé par les Chambres de commerces et d'industrie pour tester cette formule à deux vitesses.

Le système est si performant qu'il s'exporte dans le monde entier. Victimes de leur succès, les Allemands ont créé un bureau à l'Institut fédéral de la formation professionnelle (BIBB) pour gérer des partenariats de plus en plus nombreux. L'Inde, l'Arabie Saoudite, la Turquie mais aussi la Chine coopèrent avec le BIBB. En Europe, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, la Lettonie et la Slovaquie réforment leur formation professionnelle en s'inspirant du modèle allemand et frappent à la porte du BIBB.

Enfin, Volkswagen, BMW, Siemens ou Bosch forment désormais des jeunes directement dans leurs filiales à l'étranger, ne trouvant plus assez de main-d'œuvre qualifiée en Allemagne. Ces industriels donnent même des leçons aux Américains : Siemens a mis en place un système d'apprentissage si performant outre-Atlantique qu'il a été pris en exemple par le président américain Barack Obama dans ses Discours à la Nation.

(1) Depuis son intronisation, le Roi a réuni les ministres de l'Enseignement, les représentants du patronat ou des syndicats, les services régionaux de mise à l'emploi ; il a visité des entreprises, des centres de formation, ou de compétence...